



Revue Géographique de l'Est

vol. 45 / 1 | 2005

Nettoyage ethnique, violences politiques et peuplement

Le nettoyage ethnique en Bosnie-Herzégovine : buts atteints ?

Ethnic cleansing in Bosnia and Herzegovina: goals reached?

Die ethnische Säuberung in Bosnien : sind die Ziele erreicht ?

Laurence Robin-Hunter



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rge/580>

ISSN : 2108-6478

Éditeur

Association des géographes de l'Est

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2005

Pagination : 35-43

ISSN : 0035-3213

Référence électronique

Laurence Robin-Hunter, « Le nettoyage ethnique en Bosnie-Herzégovine : buts atteints ? », *Revue Géographique de l'Est* [En ligne], vol. 45 / 1 | 2005, mis en ligne le 19 mai 2009, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rge/580>

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

Tous droits réservés

Le nettoyage ethnique en Bosnie-Herzégovine : buts atteints ?

Ethnic cleansing in Bosnia and Herzegovina: goals reached?

Die ethnische Säuberung in Bosnien : sind die Ziele erreicht ?

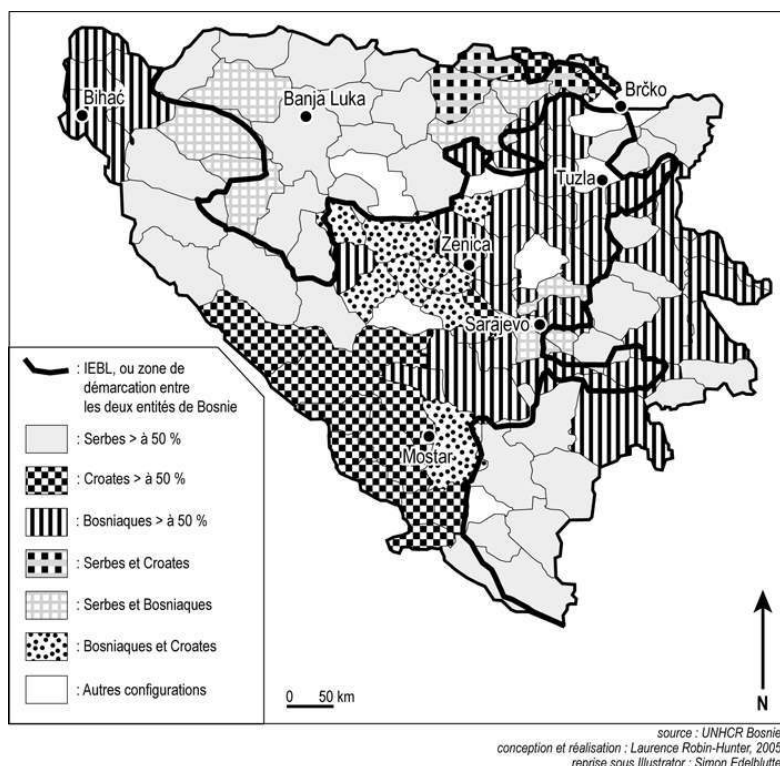
Laurence Robin-Hunter

NOTE DE L'ÉDITEUR

Article reçu le 17 mai 2005, accepté le 3 juin 2005

- ¹ Selon le recensement yougoslave de 1991, la Bosnie-Herzégovine comptait 44 % de Musulmans, 31 % de Serbes, 17 % de Croates, 5,5 % de Yougoslaves et 2,2 % d'autres (Albanais, Roms et Juifs principalement) formant une mosaïque où les populations de toutes les nationalités se mélangeaient, sinon se juxtaposaient, notamment dans les campagnes puisque beaucoup de villages étaient en fait monoethniques (figure 1)¹.

Figure 1 : Répartition ethnique de la population de Bosnie-Herzégovine en 1991.



- 2 Après la déclaration d'indépendance de la Bosnie-Herzégovine (BiH de ses initiales), le 3 mars 1992, de nombreux Serbes de Bosnie-Herzégovine (ou Bosno-Serbes), refusèrent leur nouvelle situation de « minoritaires », bien qu'ils aient été reconnus comme l'un des trois peuples constitutifs du nouvel État. Beaucoup de Serbes de Yougoslavie préféraient une union avec la Serbie et le Monténégro pour former un nouvel État où ils seraient majoritaires. Ainsi, dès la déclaration d'indépendance de la Bosnie-Herzégovine, ils attaquèrent certains villages et villes du nord et de l'est de la Bosnie-Herzégovine dans le but de « nettoyer » ethniquement ces territoires des populations non-Serbes et d'unir ces territoires ethniquement « purifiés » à la Serbie. Le processus de purification ethnique fut donc une stratégie militaire tout autant qu'un des objectifs principaux de la guerre de 1992-95. Cependant, nous verrons que le projet de rassembler tous les Serbes dans un seul État fut planifié bien avant la déclaration d'indépendance de la Bosnie-Herzégovine.
- 3 Bien que les Croates et Bosniaques se soient opposés militairement avant de former la « Fédération croato-musulmane » en mars 1994 et que des camps de prisonniers bosniaques sous contrôle croate aient existé², cet article se concentre sur la purification ethnique perpétrée par les Serbes car c'est essentiellement la politique des Serbes qui a été qualifiée de nettoyage ethnique par les Nations Unies.
- 4 Le nettoyage ethnique provoqua des déplacements de population dans toute la Bosnie-Herzégovine et modifia profondément la répartition des ethnies. Dans cet article, nous examinerons donc les moyens employés par les Serbes pour purifier le territoire et les effets démographiques du « nettoyage ». Dès la fin de la guerre, le but de la communauté internationale fut de restaurer une Bosnie-Herzégovine pluriethnique. À cette fin, elle apporta donc son soutien financier aux retours des réfugiés et personnes déplacées dans leurs foyers d'origine. Aujourd'hui, la Bosnie-Herzégovine a-t-elle réussi à renverser les

effets de la purification ethnique ? Quels ont été les problèmes auxquels les Bosniens ont dû faire face lorsqu'ils sont retournés dans leur communauté d'origine ? C'est à ces questions essentielles que cet article tente d'apporter quelques éléments de réponse.

I. Prélude au nettoyage ethnique

- 5 À la fin des années 1980, les médias serbes lancèrent une campagne de propagande contre d'autres « nationalités » de Yougoslavie, notamment les Croates, les Albanais et les Musulmans... La télévision serbe montrait en permanence des programmes de massacre de Serbes par les Oustachis durant la Seconde Guerre mondiale. Ces programmes insinuaient qu'un nouveau génocide était en préparation dont les Bosniaques, ainsi que les Croates, étaient les instigateurs. Ces médias tentaient de créer un climat de peur entre les différentes nationalités yougoslaves. En outre, les Bosniaques étaient diabolisés sinon décrits comme des sauvages primitifs par certains journaux de Belgrade. L'Église orthodoxe joua un rôle important dans cette propagande par l'intermédiaire de son journal officiel, *Glas Crkve* (La voix de l'Église). Ce journal représentait la communauté musulmane comme une maladie, une gangrène dont l'existence même menaçait les autres communautés. Il s'agissait bien sûr de déshumaniser les Bosniaques. Ce type de représentation est classique pour préparer l'élimination d'une ethnie. En effet, la destruction d'une communauté est plus facilement justifiée une fois qu'elle a été complètement déshumanisée (Thompson, Quets, 1990, p. 254-255).
- 6 Parallèlement, à la fin des années 1980, les buts nationalistes des Serbes furent ravivés par les intellectuels et écrivains serbes. En 1986, les membres de l'Académie serbe des sciences et des arts conçurent un nouveau projet politique : le Mémorandum de l'Académie (Mémorandum sur les questions sociales actuelles dans notre pays). La seconde partie du Mémorandum, intitulée « La position de la Serbie et du peuple serbe », constituait l'esquisse d'un nouveau programme national serbe et exprimait la crainte « légitime » des minorités serbes vivant hors Serbie, et notamment celui des Serbes du Kosovo qui subissaient, selon ce texte, un « *génocide physique, politique, juridique et culturel* ». Le Mémorandum soulignait également que « *le Kosovo n'est pas la seule région où la discrimination opprime le peuple serbe* » et citait notamment la Croatie. Le Mémorandum provoqua des réactions violentes parmi les populations non-serbes de la Yougoslavie, et notamment les Bosniaques, qui l'interprétèrent comme un nouvel avatar d'un projet de Grande Serbie. Les inquiétudes des populations musulmanes de Bosnie-Herzégovine se renforcèrent en mars 1991, lorsque Tudjman et Milosevic se rencontrèrent à Karadjordjevo pour discuter des nouvelles frontières de la Yougoslavie. Leurs discussions se centrèrent sur un partage de la Bosnie-Herzégovine leur permettant de créer une Grande Croatie et une Grande Serbie (Silber, Little, 1996, p. 306). Ce plan ne laissait aux Bosniaques qu'un micro-État non viable et encerclé par deux « super États » : Croatie et Serbie.
- 7 À cette époque, la situation en Bosnie-Herzégovine révélait déjà les intentions des Serbes. Durant l'automne 1990, comme en Croatie, les Serbes érigèrent des régions autonomes n'obéissant plus au gouvernement de Sarajevo. L'armée yougoslave, la JNA (*Jugoslovenska Narodna Armija*, Armée Populaire Yougoslave³) commença à armer la population de ces régions autonomes six mois avant le début des hostilités (United Nations, Final Report of the United Nations Commission of Experts, 1994, p. 38-39). En Novembre 1991, un parti nationaliste serbe, le SDS (*Srpska Demokratska Stranka* ou Parti Démocratique Serbe),

organisa un plébiscite sur l'indépendance de ces régions autonomes. Le référendum ne concernait que les Bosno-Serbes, aucun autre groupe ethnique n'étant invité à participer à ce scrutin. Ainsi, son résultat ne fut pas surprenant : le « oui » à l'indépendance l'emporta à une majorité écrasante. Sur le territoire formé par ces régions autonomes, le 9 janvier 1992, fut proclamée la « République Serbe de Bosnie-Herzégovine » (ou *Republika Srpska* : RS) — donc avant même le référendum d'autodétermination de février 1992 et la reconnaissance de l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine les 6 (CEE) et 7 (États-Unis) avril 1992⁴. Cette république autoproclamée créait un territoire uniquement serbe qui, le cas échéant, pouvait se rattacher à la Serbie et créer la « Grande Serbie ». Seulement, en 1992, l'imbrication spatiale des différentes nationalités sur le sol bosnien ne se prêtait guère à ce projet. L'homogénéisation ethnique de la République Serbe ne pouvait donc pas se faire sans transferts massifs de population.

II. La mise en œuvre de la politique de nettoyage ethnique de 1992 à 1995

- 8 La purification ethnique de la Bosnie-Herzégovine commença au printemps 1992 dans le nord-est et le nord-ouest du pays afin de créer rapidement un territoire serbe continu reliant la Serbie aux territoires serbes de Croatie et de Bosnie-Herzégovine. Les Serbes cherchèrent d'abord à contrôler les territoires proches de la frontière de la Serbie depuis la ville de Bijeljina au nord, point d'appui et nœud de communications stratégique entre Belgrade et Banja Luka d'une part, et la vallée de la Drina d'autre part. Outre ces territoires de Bosnie-Herzégovine orientale, ils cherchèrent à créer un corridor jusqu'à Banja Luka, c'est-à-dire jusqu'à la Krajina bosniaque et, au-delà, la Krajina croate (figure 1⁵). Lorsque ces points d'appui furent acquis, les Bosno-serbes prolongèrent leur offensive vers le centre du pays. Cependant, les forces bosniaques avaient eu le temps de s'organiser. Ainsi, les pires épisodes de la purification ethnique serbe se sont déroulés dans le nord et l'est de la Bosnie-Herzégovine lors des premiers épisodes militaires. Des colonnes de civils se réfugièrent en Croatie au printemps 1992. À la fin de l'été 1992, la Croatie, avec une population de seulement 4,7 millions d'habitants, avait déjà accueilli plus d'un million de réfugiés bosniens⁶. Avant la fin 1992, pratiquement deux millions de Bosniens, soit presque la moitié de la population du pays, avaient dû quitter leur région d'origine (UNHCR – *United Nations High Commissioner for Refugees*, Genève. In : Silber, 1996, p. 252).
- 9 Les offensives militaires des Serbes de Bosnie-Herzégovine furent clairement financées par le gouvernement de Slobodan Milošević et appuyées par la JNA. En outre, le gouvernement de Belgrade fournit le fuel et la nourriture nécessaires. Enfin, Belgrade envoya ses milices les plus violentes pour aider les Serbes à se débarrasser des populations résistant aux offensives militaires. Typiquement, le nettoyage ethnique procédait de la façon suivante : d'abord, la JNA bombardait la population et, une fois qu'elle avait le contrôle d'une municipalité, les milices paramilitaires venaient vider la municipalité de sa population non-serbe. Ainsi, la milice des « Aigles blancs » de Jovic, ou encore les milices de Seselj, Arkan et Draskovic commirent de nombreuses atrocités (Cigar, 1995, p. 49-50). Souvent, les milices étaient rattachées directement à des unités militaires. Cette relation symbiotique n'est pas sans rappeler les méthodes que les Nazis utilisaient dans les territoires occupés de l'Europe de l'Est durant la Seconde Guerre mondiale : la police spéciale, les *Einsatzgruppen*, collaborait avec l'armée régulière, la

Wehrmacht, pour se débarrasser des personnes qui n'avaient pas été éliminées durant les opérations militaires (Arad, Krakowski, Spector, 1989).

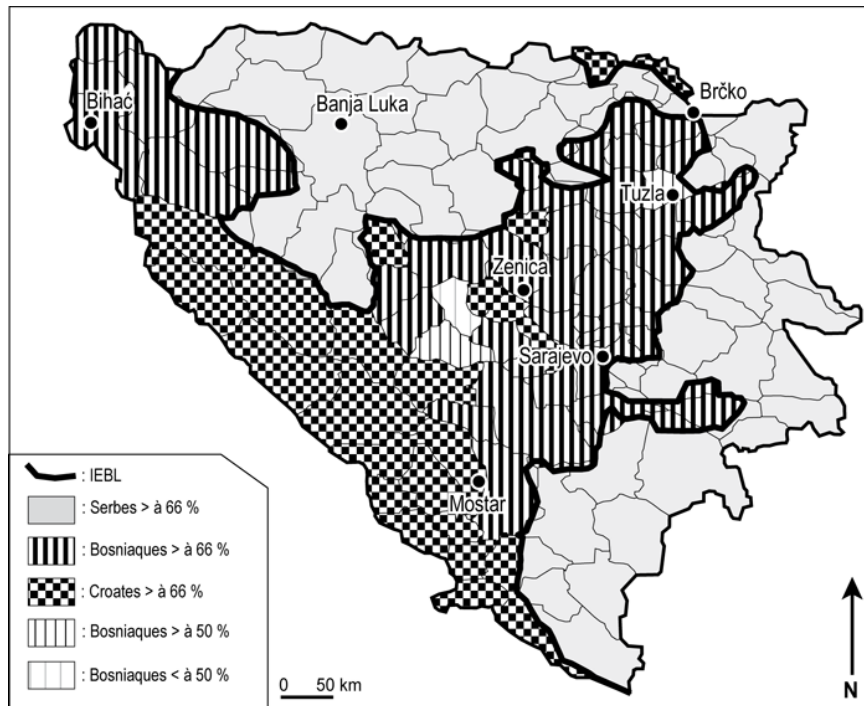
- 10 Les bombardements de la JNA visaient tout particulièrement des cibles militaires, mais aussi civiles (villages, colonnes de réfugiés) et enfin des monuments historiques et religieux pour faire disparaître toutes traces de la culture des Bosniaques et Croates. La ville de Banja Luka est un exemple typique de ce « nettoyage culturel », que l'on a aussi appelé mémoricide ou urbicide, puisque toutes les mosquées de cette ville ont été détruites. Ensuite, les milices serbes faisaient fuir la population non-serbe. Tortures, meurtres et viols sont devenus monnaie courante durant la campagne de nettoyage ethnique. Les populations prises pour cibles en priorité furent les dirigeants des communes, maires, conseillers municipaux, et toutes personnes ayant des postes importants : les intellectuels, juges, docteurs, entrepreneurs ou policiers non-serbes (ces derniers souvent exécutés car ils savaient manier les armes). Ceux-ci furent souvent rapidement éliminés car les Serbes voulaient non seulement se débarrasser de toutes les personnes capables d'organiser une rébellion, mais aussi parce qu'ils désiraient accaparer tous les leviers de pouvoir. L'élimination de ces personnes se fit méthodiquement : dans un grand nombre de communes de la Bosnie-Herzégovine du nord et de l'est, des listes de personnes en vue circulèrent. Ces personnes étaient souvent soit tuées sur place dans leur commune, soit transférées par les milices dans des camps de la mort pour être torturées et finalement éliminées. L'existence de ces listes terrorisa la population non-serbe et apporta la preuve que le nettoyage était organisé — ce que corroborait aussi l'évacuation organisée des civils serbes minoritaires quelques jours avant les attaques des forces serbes (comme à Kozarac par exemple). La mise en place de camps de concentration tels que Omarska et Keraterm, près de Prijedor dans la Krajina bosniaque, ou encore des camps de transit comme Manjaca et Trnopolje, démontrèrent également que le nettoyage ethnique était planifié⁷. En outre, les méthodes brutales et violentes des milices avaient pour but de créer un tel climat de peur et de haine que Serbes et non-Serbes ne puissent plus vivre ensemble à l'avenir.
- 11 Les milices n'étaient pas les seuls acteurs prenant part aux atrocités : les autorités locales serbes qui prirent le pouvoir une fois que le territoire était sous leur contrôle, ont également participé au nettoyage ethnique et culturel d'une façon méthodique. Afin d'effacer toute trace des cultures non-serbes, le cyrillique devint le seul alphabet autorisé dans les institutions publiques. Certaines villes furent renommées par les autorités locales, comme Foča qui devint Srbinje (ce qui veut dire « La Serbe », ou « qui appartient aux Serbes »). Dans la plupart des communes de l'Est et du Nord de la Bosnie-Herzégovine, des « commissions pour les échanges de populations civiles » furent mises en place par les autorités locales. Ces commissions organisaient les expulsions de populations indésirables, par bus jusqu'à la ligne de front. Afin de pouvoir être évacués vers des territoires sous autorité bosniaque ou croate, les expulsés devaient payer une commission pour obtenir un « visa de sortie » (United Nations, Final Report of the United Nations Commission of Experts, 1994, Section IX, Subsection D). Ainsi, les populations non-serbes devaient financer leur propre nettoyage ethnique ! En outre, ces personnes ne pouvaient pas être évacuées tant qu'elles n'avaient pas renoncé officiellement à tous leurs biens, incluant leur logement (United Nations, Final Report of the United Nations Commission of Experts, 1994, Annex V, Part 2, Section IV). Ainsi, la commission faisait signer des documents aux populations non-serbes affirmant qu'elles renonçaient à leurs titres de propriété et qu'elles ne reviendraient jamais vivre sur ce territoire⁸. Ces

commissions aidèrent également les populations serbes déplacées à s'installer dans les logements « abandonnés ». La politique de nettoyage ethnique ne consistait donc pas seulement à vider des territoires mais elle visait aussi à « recoloniser » les territoires concernés avec des populations serbes. Un des problèmes posé par cette politique était de disposer d'un « réservoir » démographique suffisant or, l'accroissement naturel des Serbes étant très faible, ce réservoir fut partiellement fourni lorsque Bosniaques et Bosno-croates se mirent aussi à expulser les Serbes des zones qu'ils contrôlaient.

III. Les changements démographiques et les mouvements de population causés par le nettoyage ethnique

- ¹² Le nettoyage ethnique a causé d'importants bouleversements démographiques. Sur les 4,4 millions d'habitants de 1991, la Bosnie-Herzégovine ne comptait plus que 2,8 millions d'habitants à la fin de la guerre, dont 35 % de Bosniaques, 32 % de Serbes et 25 % de Croates (Chaveneau-Lebrun, 2001, p. 107) ; 1,2 million de personnes s'étaient réfugiées à l'étranger et un million avaient été déplacées. En effet, un véritable chasse-croisé se fit entre les populations serbes et non-serbes. Au début de la guerre, les Bosniaques avaient fui le nord et l'est de la Bosnie-Herzégovine pour se diriger vers le centre du pays (en tant que personnes « déplacées » sinon vers l'étranger en tant que « réfugiés »), les Serbes se déplacèrent plutôt du centre et du sud vers le nord et l'est de la Bosnie-Herzégovine contrôlés par les leurs. Puis, lorsque les Croates et Bosniaques brisèrent leur alliance en avril 1993, les musulmans quittèrent l'Ouest de la Bosnie-Herzégovine, proche de la Croatie, alors que beaucoup de Croates quittèrent leurs enclaves du centre du pays vers le Sud-ouest, essentiellement pour l'Herzégovine (la république auto-proclamée d'Herceg-Bosna⁹). Durant l'été et l'automne 1995, une vague finale d'expulsions de la population non-serbe de la région nord-est de la Bosnie-Herzégovine fut exécutée avant la signature des Accords de Dayton. Ainsi, durant la guerre, plus de 95 % de Croates et Bosniaques quittèrent le territoire qui est aujourd'hui la RS et 90 % de la population serbe quitta le territoire appartenant aujourd'hui à la Fédération¹⁰. La figure 2 montre la répartition ethnique de la population bosnienne en 1996. On peut voir que grossièrement, les Serbes occupent le nord et l'est du pays, les Bosniaques le centre, et les Croates, le sud-ouest soulignant ainsi la considérable homogénéisation ethnique de ces sous-ensembles militairement constitués¹¹. Ainsi, la répartition ethnique de la population de la Bosnie-Herzégovine fut totalement transformée et le but des Serbes de créer une RS (Republika Srpska) de peuplement intégralement serbe fut presque atteint puisqu'à la fin de la guerre, la population de la RS comptait 98 % de Serbes¹².

Figure 2 : Répartition ethnique de la population de Bosnie-Herzégovine en 1996 (effets du nettoyage ethnique).



source : UNHCR Bosnie
conception et réalisation : Laurence Robin-Hunter, 2005
reprise sous illustration : Simon Edelblutte

- 13 Les organisations internationales telles que le Haut Commissariat aux Réfugiés (UNHCR de ses initiales anglaises) et l'UNPROFOR (*United Nations Protection Force*) ont dû participer au nettoyage ethnique dans le but de sauver les populations non-serbes. Les autorités serbes créèrent des listes avec les noms de personnes non-serbes qui devaient être évacuées des territoires sous autorité serbe par les organisations internationales. Par exemple, en août 1992, les maires de Bosanski Novi, Sanski Most, Bosanska Krupa et Bosanska Kostajnica, dans le nord-ouest de la Bosnie-Herzégovine, demandèrent aux Nations Unies d'organiser l'évacuation des indésirables vers la Croatie (Silber, 1996, p. 248). Les organisations internationales devaient faire face à un réel dilemme : devenir des agents du nettoyage ethnique ou laisser les populations à la merci de leurs tortionnaires serbes. Ainsi, des centaines de Bosniaques et Bosno-croates furent évacués vers la Croatie, ou jusqu'à des lignes de front, par des ONG. Le rôle de la communauté internationale dans la transformation de la répartition ethnique de la population bosnienne ne s'arrêta pas lorsque la guerre prit fin. En effet, la communauté internationale entérina temporairement le nettoyage ethnique par la signature des Accords de Dayton qui formalisaient la coupure entre deux entités homogénéisées par la violence mais posaient néanmoins le principe du retour à une société pluriethnique.

IV. La pérennisation du nettoyage ethnique durant et après la signature des accords de dayton

- 14 Les Accords de Paix de Dayton (« les Accords ») mirent fin à la guerre en Bosnie-Herzégovine en novembre 1995 après trois ans d'intenses combats. Les Accords furent

signés par Slobodan Milošević, Franjo Tudjman et Alija Izetbegovic, alors présidents respectifs de la Yougoslavie, Croatie et BiH. Les Accords prônèrent le rétablissement d'une société pluriethnique (Annexe 4, Article II, 4 ; Annexe 7). Cependant, ils reconnurent également l'existence de la *Republika Srpska* (RS). Or, le territoire de la RS fut fondé sur le nettoyage ethnique. Hormis quelques concessions (dont la banlieue de Sarajevo), ses frontières n'incluaient que des territoires sous domination serbe dont les habitants non-serbes avaient été chassés durant la guerre. En outre, le système de représentation dans les institutions politiques de Bosnie-Herzégovine issus de l'Annexe 4 des Accords de Dayton pérennisa les effets du nettoyage ethnique. Par exemple, les Accords créèrent une présidence formée de trois membres : un Croate, un Bosniaque, et un Serbe ; selon les Accords, les citoyens de la RS ne peuvent pas voter pour un Croate ou Bosniaque ; ils ne peuvent élire qu'un président serbe (la même règle s'applique évidemment aux Croates et Bosniaques). Le même principe vaut pour les quinze délégués élus au Congrès de la Bosnie-Herzégovine. Serbes, Croates et Bosniaques ont chacun cinq délégués. Les cinq délégués serbes ne peuvent pas résider en Fédération, ils doivent être citoyens de la RS pour pouvoir être éligibles (ceci est également vrai pour les Croates et Bosniaques qui ne peuvent pas être citoyens de la RS). Ce mécanisme renvoie un message clair à tous les citoyens non-serbes de la RS : la RS est une entité représentant avant tout les intérêts des Serbes. Le même raisonnement s'applique à la Fédération pour les citoyens serbes. Par conséquent, même si l'un des buts de Dayton était de recréer une société pluriethnique et de maintenir une Bosnie-Herzégovine unie et souveraine, les Accords ont également contribué à la pérennisation du nettoyage ethnique¹³.

- 15 L'Annexe 7 des Accords prévoyait le retour des réfugiés et déplacés dans leur foyer d'origine afin de recréer la société pluriethnique d'avant-guerre. Le but était d'effacer les conséquences du nettoyage ethnique. Cependant, les réfugiés et personnes déplacées qui désiraient retourner dans leur maison d'avant-guerre ont dû faire face à de nombreux obstacles. L'une des barrières rencontrées par les réfugiés fut la mise en place de lois sur la propriété qui empêchèrent les réfugiés de reprendre possession de leur maison d'avant-guerre. Durant la guerre, les deux entités adoptèrent des lois permettant l'utilisation et l'occupation temporaires des maisons abandonnées par ceux qui avaient fui la guerre et le nettoyage ethnique. Après les Accords de Dayton, ces lois furent amendées dans les deux entités pour pouvoir permettre l'occupation définitive des maisons abandonnées et empêcher le retour des réfugiés et déplacés : les logements qui n'avaient pas été réclamés et qui n'étaient pas à nouveau habités deux ou trois semaines après la fin des hostilités par leur propriétaire ou locataire d'avant-guerre furent déclarés abandonnés et furent alloués à un nouvel occupant de façon définitive. Il est évident que les déplacés et réfugiés n'avaient pas eu le temps de retourner dans leur village d'origine quelques semaines après la fin de la guerre. Ainsi, de la signature des Accords jusqu'à la mi-1998, lorsque ces lois furent amendées, les déplacés et réfugiés n'eurent aucun recours légal leur permettant de récupérer leurs logements. Ces lois ont donc permis la pérennisation du nettoyage ethnique.
- 16 Après 1998, en dépit des nouvelles lois sur la propriété qui permirent aux propriétaires d'avant-guerre de reprendre possession de leur maison, le retour des déplacés, et en particulier celui des minorités¹⁴, fut entravé par les nationalistes au pouvoir. En effet, depuis la fin de la guerre, les partis nationalistes, le HDZ (Hrvatska Demokratska Zajednica ou Communauté Croate Démocratique), SDA (Stranka Demokratske Akcije ou Parti de l'Action Démocratique) et SDS, respectivement croate, bosniaque et serbe

gagnèrent la plupart des élections. Ils bloquèrent les retours des minorités soit en les menaçant physiquement, soit en détruisant leurs maisons. En outre, les minorités ne furent pas protégées par la police. Jusqu'à un remaniement en profondeur à la fin 1997, les rangs de la police étaient constitués de nombreux miliciens qui avaient commis des crimes de guerre et participé au nettoyage ethnique¹⁵. Jusqu'à récemment, la RS ne comptait pas de policiers bosniaques ou croates. Par conséquent, la sécurité des minorités en RS n'était pas assurée.

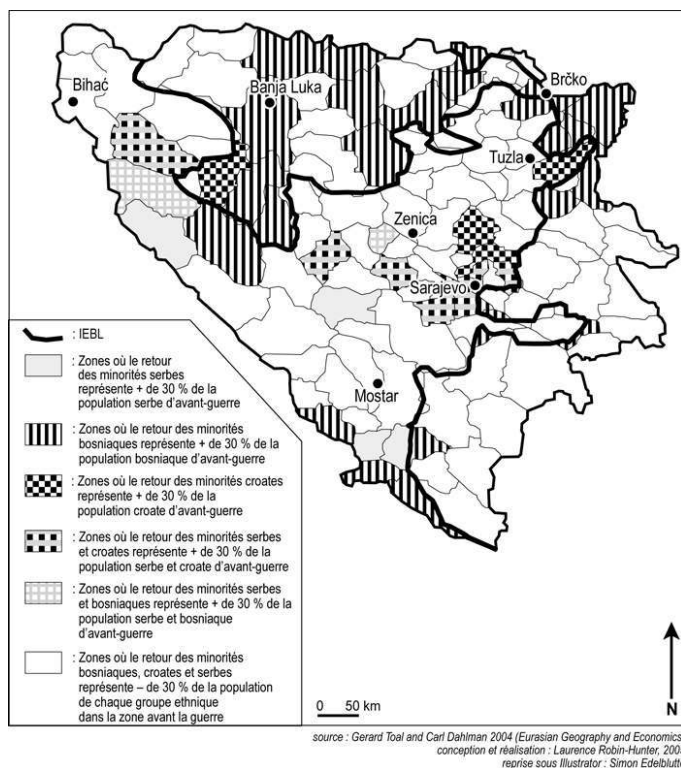
- 17 Une autre stratégie fut employée par les partis nationalistes pour conserver des territoires ethniquement purs : non seulement ils terrorisèrent les minorités qui osaient rentrer dans leur foyer d'origine, mais ils persuadèrent également leur groupe ethnique de ne pas retourner dans des endroits où ils seraient minoritaires. En contrepartie, ils leur offrirent des logements gratuits dans des zones correspondant à leur appartenance ethnique/communautaire. Ainsi, le HDZ n'hésita pas à financer des centaines de logements en Herzégovine pour des Croates originaires de Bosnie-Herzégovine centrale et du nord. Le SDS fit de même à Brčko pour les Serbes originaires de Sarajevo. Ainsi, la stratégie de « recolonisation » du territoire initiée durant la guerre se poursuivit après la signature des Accords.

V. Les effets du nettoyage ethnique ont-ils été renversés ?

- 18 Deux données sont indispensables pour analyser les effets du nettoyage ethnique : le nombre de déplacés/réfugiés et celui des retours des Bosniens dans leur foyer d'origine. Neuf ans après la fin de la guerre, 125 515 déplacés en Fédération et 163 533 en RS ne sont toujours pas rentrés chez eux (UNHCR Bosnia, 31 janvier 2005, Statistical Summary). Pour la RS, les déplacés sont des Serbes originaires de territoires appartenant aujourd'hui à la Fédération. Pour la Fédération, ces déplacés sont majoritairement des Croates et des Bosniaques originaires du territoire de la RS. En outre, à l'intérieur de la Fédération, il y a aussi des déplacés internes, c'est-à-dire des personnes qui n'ont pas quitté leur entité, mais qui ont dû quitter leur foyer d'origine.
- 19 Quant aux retours, sur 1 million de déplacés et 1,2 million de réfugiés à la fin de la guerre, aujourd'hui seulement 1 005 958 sont retournés dans leur foyer d'origine (UNHCR Bosnia, 31 janvier 2005, Statistical Summary). Ce chiffre inclut les retours « majoritaires » et « minoritaires ». Par retours majoritaires, on se réfère aux retours de personnes dans une municipalité où le groupe dominant est le leur. Les « retours minoritaires » concernent les personnes qui retournent dans une municipalité aujourd'hui dominée par un autre groupe ethnique que le leur. En Fédération, le nombre total de retours minoritaires depuis la fin de la guerre est de 269 367 (UNHCR Bosnia, 31 janvier 2005, Statistical Summary). Ce chiffre concerne en majorité des Serbes qui, pendant la guerre, avaient quitté le territoire qui appartient maintenant à la Fédération pour aller en RS ou à l'étranger (il inclut également un petit pourcentage de Croates et Bosniaques qui ont été déplacés à l'intérieur de la Fédération). Quant à la RS, le nombre total de retours minoritaires depuis la fin de la guerre est de 158 131 (UNHCR Bosnia, 31 janvier 2005, Statistical Summary). Ce chiffre représente vraisemblablement le nombre de Croates et Bosniaques qui ont quitté la RS pendant la guerre.

- 20 La figure 3 montre les communes où le retour des minorités bosniaques, croates et serbes s'élève à plus de 30 % de la population de chaque groupe ethnique avant la guerre. Les retours des minorités bosniaques s'élèvent à plus de 30 % de la population bosniaque d'avant-guerre principalement dans les communes constituant l'ouest de la RS. Les retours de ces minorités dans l'est de la RS, en revanche, ne sont pas conséquents (à l'exception des communes de Bijeljina, Zvornik et Berkovic). La division politique de la RS en régions administratives, à l'ouest sous le contrôle du gouvernement relativement progressiste de Banja Luka et à l'est sous autorité du gouvernement extrémiste de Pale, peut expliquer ces chiffres. Les retours des minorités croates s'élèvent à plus de 30 % de la population croate d'avant-guerre principalement dans les communes de la Bosnie-Herzégovine centrale (Bugojno, Fojnica). En RS, les retours des minorités croates sont peu nombreux (hormis dans les communes de Ribnik et Zvornik). Quant aux retours des minorités serbes, ils sont élevés surtout dans tout le canton de Sarajevo, et dans les communes de Titov Drvar, Bosansko Grahovo, Bosanski Petrovac, Čapljina et Stolac.

Figure 3 : Principales zones de retours des minorités en Bosnie-Herzégovine (chiffres des retours relatifs à la population d'avant-guerre).

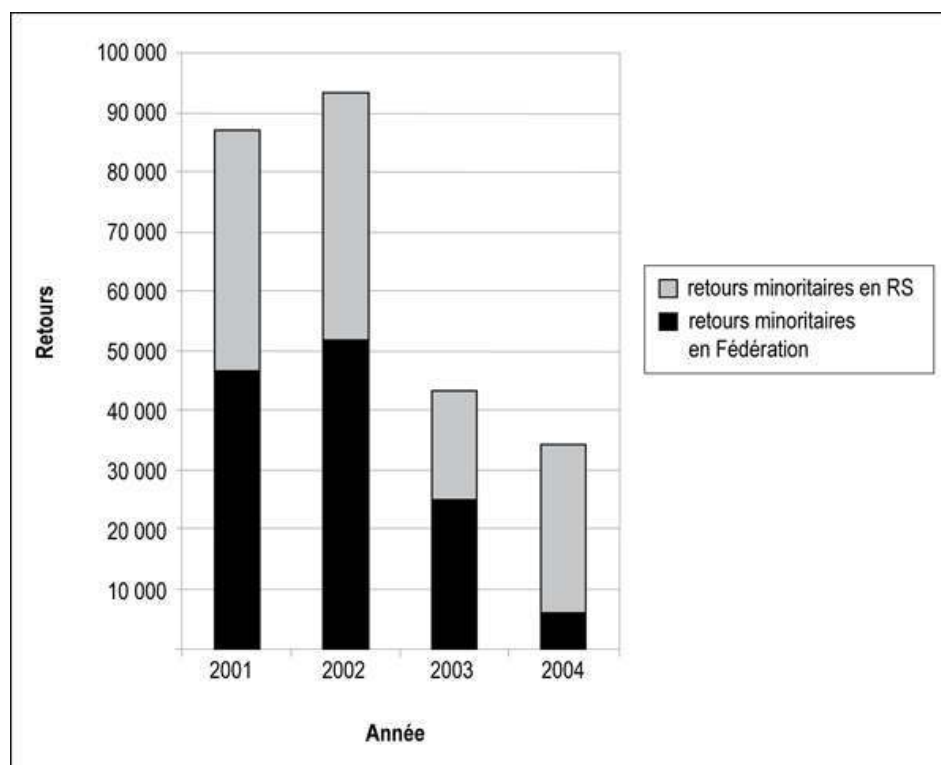


- 21 Aujourd'hui, il est difficile de savoir si certaines communes ont retrouvé leur répartition ethnique d'avant-guerre car dix ans après la fin de la guerre, il n'y a toujours pas eu de recensement et les informations du UNHCR reposent souvent sur des chiffres donnés par les communes qui n'hésitent pas à gonfler le nombre de retours pour pouvoir obtenir une aide financière plus importante de la communauté internationale.
- 22 Malgré ces incertitudes, il est possible de tirer des conclusions au niveau du pays tout entier. Tout d'abord, certaines villes, au détriment des régions rurales isolées, ont vu leur population doubler durant la guerre. En 1991, seulement 20 % de la population vivait dans les villes. En 2003, le pourcentage de population urbaine était de 44 % (UNICEF, 2003). Le

déplacement des populations vers les villes durant la guerre semble être un phénomène irréversible. En effet, les personnes déplacées qui vivent maintenant dans les villes ne veulent pas retourner dans des zones rurales qui sont souvent pauvres, isolées, parfois encore minées, car il est plus difficile de trouver un emploi en ville qu'à la campagne et leurs enfants peuvent avoir plus facilement accès à une éducation en ville (Toal, Dahlman, 2004, p. 450-451 et p. 458-460).

- 23 D'autre part, entre 540 000 (Chaveneau-Lebrun, 2001, p. 107) et 720 000 Serbes ont été déplacés ou réfugiés pendant la guerre. Il est donc possible que la moitié de la population serbe ne soit pas encore rentrée dans sa municipalité d'origine. De plus, entre 1,3 et 1,7 million de Croates et Bosniaques ont été déplacés ou réfugiés durant la guerre (Chaveneau-Lebrun, 2001, p. 107). Ce chiffre est alarmant puisqu'il pourrait signifier que seulement 10 % de Croates et Bosniaques sont retournés dans leur foyer d'origine. En outre, il faut savoir que les chiffres des retours minoritaires prennent en compte les retours de personnes, même pour une journée, dans leur logement d'origine et qui ensuite revendent leur maison parce qu'elles ne se sentent pas en sécurité dans un territoire sous domination d'un autre groupe ethnique. Enfin, la progression du chiffre des retours minoritaires a nettement ralenti en 2004 par rapport aux années précédentes. La figure 4 souligne ce ralentissement spectaculaire depuis 2003...

Figure 4 : Les retours en Bosnie-Herzégovine depuis 2001.



- 24 Ce ralentissement n'est pas seulement dû au fait que le nombre de réfugiés et déplacés diminue d'années en années puisqu'il y a encore aujourd'hui 100 000 déplacés dans chaque entité. Ce ralentissement est vraisemblablement dû au fait que les déplacés qui se sont installés depuis la fin de la guerre dans un lieu où leur communauté est prédominante, n'ont pas l'intention de démarrer une nouvelle vie dans un environnement hostile où leur sécurité ne peut pas être assurée. Ainsi, neuf ans après la

signature des Accords de paix, plus de la moitié des déplacés et réfugiés¹⁶ ne sont pas rentrés dans leur foyer d'origine, et il y a peu de chances qu'ils y retournent un jour. Ces données récentes sur le nombre de déplacés/réfugiés et les retours des minorités pourraient donc signifier que les effets du nettoyage ethnique sont réversibles jusqu'à un certain point seulement et que ce seuil a aujourd'hui été atteint. Il est vraisemblable que la répartition ethnique de la Bosnie-Herzégovine ne changera guère dans l'avenir.

Conclusion

- 25 Ainsi, malgré le retour d'un nombre considérable de déplacés et réfugiés dans leur foyer d'origine, la Bosnie-Herzégovine d'aujourd'hui ne ressemble pas à celle d'avant-guerre d'un point de vue démographique. Le groupe dominant en République Serbe reste les Serbes. Faut-il pour autant craindre une sécession de la République Serbe et le rattachement de cette république à la Serbie pour créer une Grande Serbie ?
- 26 Les élections présidentielles de juillet 2004 en Serbie ont montré que la Serbie souhaite prendre un virage démocratique. Boris Tadic, membre du parti démocratique et candidat pro-européen, fut élu président de la Serbie avec 53 % des voix devant le candidat ultranationaliste du Parti Radical Serbe, le SRS (*Srpska Radikalna Stranka*). Tadic a clairement mis l'accent sur la réconciliation avec la Bosnie-Herzégovine durant son discours d'inauguration le 11 juillet 2004. En outre, si le gouvernement actuel désire intégrer l'Union Européenne, il n'a pas d'autre choix que de respecter l'inviolabilité des frontières de la Bosnie-Herzégovine. L'UE n'accepterait pas la candidature de la Serbie si son gouvernement revendiquait l'annexion de la RS à la Serbie. Il semblerait donc que la Serbie d'aujourd'hui n'ait pas d'autre alternative que d'abandonner la politique de Slobodan Milošević qui visait à créer la « Grande Serbie ». Sans la perspective du rattachement de la République Serbe à la Serbie, la République Serbe aurait-elle intérêt à faire sécession ? La République Serbe n'est pas une entité viable économiquement aujourd'hui. Ses revenus sont tout à fait insuffisants. Les Bosno-Serbes savent que faire sécession serait une grave erreur et que sans la Serbie (ou la Bosnie-Herzégovine), la *Republika Srpska* aurait peu de chance de survivre. Ainsi, dix ans après les Accords de Dayton, et malgré la relative homogénéisation du territoire de l'entité serbe de Bosnie-Herzégovine, le but ultime du nettoyage ethnique, c'est-à-dire la création d'un État unique rassemblant tous les Serbes de l'ex-Yougoslavie, n'a pas été atteint et a très peu de chance de jamais voir le jour.

BIBLIOGRAPHIE

ARAD Y., KRAKOWSKI S., SPECTOR S., eds. (1989). — *The Einsatzgruppen Reports*, New York, Holocaust Library.

CHAVENEAU-LEBRUN E. (2001). — « Les Personnes Déplacées de Sarajevo, Hypothèques sur un Retour », Paris, *Géographie et Cultures*, n° 38, pp. 103-123.

CIGAR N. (1995). — *Genocide in Bosnia, The Policy of Ethnic Cleansing*, Texas, A&M University Press.

JUDAH T. (1997). — *The Serbs : History, Myth and the Destruction of Yugoslavia*.

SILBER L., LITTLE A. (1996). — *The Death of Yugoslavia*, Londres, Penguin Books.

SUDETIC C. (1994). — « Serbs Pressing Ouster of Foes from Bosnia », *The New York Times*, June 16.

THOMPSON J.L.P., QUETS G.A. (1990). — « Genocide and Social Conflict : A Partial Theory and a Comparison ». In : Kriesberg L., éd., *Research in Social Movements, Conflicts and Change*, Greenwich, Jai Press Inc.

TOAL G., DAHLMAN C. (2004). — « The Efforts to Reverse Ethnic Cleansing in Bosnia-Herzegovina : The Limits of Returns », *Eurasian Geography & Economics*, vol. 45, n° 6, pp. 439-464.

United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), (2005). — *Statistical Summary of Refugees, Displaced Persons and Minority Returns*, January 31.

UNICEF (2003). — *En bref : Bosnie-Herzégovine, Statistiques, Indicateurs Démographiques*. Chiffres disponible sur le site web : http://www.unicef.org/french/infobycountry/bosniaherzegovina_statistics.html

Bibliographie complémentaire

BLACK R. (2001). — « Return and Reconstruction in Bosnia-Herzegovina : Missing Link, or Mistaken Priority ? », *SAIS Review* 21, n° 2, pp. 177-199.

BOSE S. (2002). — *Bosnia After Dayton : Nationalist Partition and International Intervention*, New York, Oxford University Press.

Croatian Information Center (1993). — *Genocide, Ethnic Cleansing in northwestern Bosnia*, Zagreb.

GRMEK M., GJIDARA M., SIMAC N. (1993). — *Le Nettoyage Ethnique*, Paris, Fayard.

GUTMAN R. (1993). — *A witness to Genocide*, New York, Macmillan.

HONDIUS F. (1968). — *The Yugoslav Community of Nations*, La Haye, Paris, Mouton.

International Crisis Group (2000). — *War Criminals in Bosnia's Republika Srpska : Who are the People in Your Neighborhood ?*, ICG Balkan Report.

ITO A. (2001). — « Politicisation of Minority Returns in Bosnia and Herzegovina : the first five years examined », *International Journal of Refugee Law*, n° 13 (1/2), pp. 98-122.

MALCOLM N. (1994). — *Bosnia, A Short History*, New York, New York University Press.

Ministry for Human Rights and Refugees (2004), *Comparative Indicators on Refugees, Displaced Persons and Returnees, Property Law Implementation and Reconstruction in BiH from 1991 to 2004*, Sarajevo, Bosnia and Herzegovina Ministry for Human Rights and Refugees.

ROSAND E. (1998). — « The Right to Return under International Law Following Mass Dislocation : The Bosnia Precedent ? », *Michigan Journal of International Law*, pp. 1091-1139.

United Nations (1992). — *Final Report of the United Nations Commission of Experts, established pursuant to Security Council Resolution 780*, New York, United Nations, S/1994674/Add.2 (Vol.), December 28, 1994.

UNHCR (1995). — *Information Notes on Former Yugoslavia*, December, n° 12/95, p. 8.

NOTES

1. Le terme de nationalité (*narodnost*) faisait, à l'époque yougoslave (1945-1991), référence à l'appartenance ethnique des individus. Dans cet article, on utilisera plutôt le terme ethnique (en écho à nettoyage ethnique) pour désigner cette appartenance. La nationalité « yougoslave » incluait tous ceux dont l'appartenance ethnique était complexe et qui ne se reconnaissaient pas strictement dans un groupe ethnique ou dans un autre. Depuis 1971, la catégorie « Musulman », avec une majuscule, désignait les musulmans de Bosnie-Herzégovine. Aujourd'hui, le terme « Bosnien » désigne tout citoyen de Bosnie-Herzégovine et le terme « Bosniaques » désigne uniquement les Bosniens de confession musulmane (ex-Musulmans).
2. Par exemple le camp croate de Dretelj, au sud de Mostar, fut notoire pour sa pratique de la torture.
3. *Narodna* signifie tout à la fois « nationale » et « populaire ».
4. Le Parlement de Sarajevo a voté la souveraineté de la BiH (à la majorité des députés Bosniaques et Croates) le 15 octobre 1991. Les députés serbes ont boycotté ce scrutin et quitté l'Assemblée en signe de protestation. C'est à cause de ce vote que le SDS organisa le scrutin de novembre 1991.
5. La « Bosanska Krajina », comprend tout le nord ouest de la Bosnie, autour de la ville de Banja Luka, sauf la poche de Bihać habitée par des Bosniaques.
6. À la fin d'avril 1992, on recensait 286 000 réfugiés bosniens, la plupart réfugiés en Croatie alors même que le tiers de ce pays était passé sous contrôle serbe générant des centaines d'autres milliers de déplacés Croates. En juin, ce chiffre s'éleva à 750 000 et à 1,1 million à la mi-juillet).
7. Les prisonniers étaient séparés en différentes catégories. Dans la catégorie A se trouvaient les dirigeants de la communauté musulmane, les volontaires des milices ou de l'armée bosniaque. Les personnes se trouvant dans la catégorie A étaient exécutées. Les personnes appartenant aux autres catégories n'étaient pas forcément tuées, mais elles subissaient souvent des actes de torture (Silber, 1996, p. 251).
8. Des non-Serbes furent aussi licenciés de leur emploi au motif qu'ils s'étaient absentés de leur travail « *sans raison valable* »... en plein « nettoyage ethnique ».
9. La répartition ethnique de la Krajina de Bosnie fut également chamboulée. Du printemps 1992 à juin 1994, la population bosniaque et croate de cette région passa de 550 000 à moins de 50 000, alors que la population serbe monta de 625 000 à 875 000 personnes (Sudetic, 1994).
10. Selon les sources, le nombre de déplacés et réfugiés par groupe ethnique varie. Premier exemple : Bosniaques, 1 035 830 dont 365 330 déplacés et 670 500 réfugiés ; Croates, 354 880 dont 81 580 déplacés et 273 300 réfugiés ; Serbes, 719 140 dont 417 940 déplacés et 301 200 réfugiés. Second exemple : nombre de personnes qui durent quitter leur maison durant la guerre (déplacés et réfugiés) : 1 270 000 Bosniaques (63 % de l'effectif), 490 000 Croates (67 % de l'effectif), 540 000 Serbes (39 % de l'effectif).
11. De façon plus précise, à la fin de la guerre, environ 320 000 Bosniaques avaient fui le nord de la Bosnie-Herzégovine et 95 000 Serbes s'y étaient installés ; 310 000 Bosniaques quittèrent l'est et environ 150 000 Serbes s'y installèrent. Environ 300 000 Serbes quittèrent le centre de la Bosnie, ainsi que des milliers de Croates. Dans l'est de la Bosnie et dans l'Herzégovine du sud (excluant Goražde), il y avait, en 1991, 301 641 Bosniaques et Croates. À la fin 1995, il n'en restait plus que 4 000 ! En revanche, la population bosniaque de Tuzla qui, avant la guerre, était de 316 000, passa à 659 000 personnes. Zenica vit sa population serbe décroître (de 79 355 avant la guerre à 16 000) et la population serbe de Tuzla diminue également (de 82 235 à environ 15 000). Enfin, la population serbe de Mostar passa de 30 000 à 400 personnes (UNHCR, Déc. 1995, p. 8 ; Judah, 1997, p. 291 ; Chaveneau-Lebrun, 2001, p. 107).

12. La ville de Srebrenica représente un exemple extrême de la politique de nettoyage ethnique des Serbes. Elle fut complètement vidée de sa population bosniaque et croate à la mi-juillet 1995 par l'expulsion systématique des femmes et des enfants et le massacre systématique de 7 à 8 000 hommes en âge de combattre.

13. Cependant, les mécanismes des élections législatives et municipales envoient un message différent. Réfugiés et déplacés ont le droit de s'inscrire sur les listes électorales de leur localité d'origine. C'est ainsi que les partis bosniaques et croates sont représentés au Parlement de la RS et réciproquement. La ville symbole de Srebrenica, bien que située en RS, a un maire bosniaque. En effet les Bosniaques inscrits ont massivement voté et leurs voix ont dépassé celles des Serbes résidents...

14. Les « retours minoritaires », dans le contexte bosnien, signifient le retour de personnes dans leurs foyers d'avant-guerre, dans un secteur dominé aujourd'hui par un autre groupe ethnique.

15. Par exemple, Simo Drlaca, le commandant en chef des forces de police à Prijedor, garda son poste jusqu'en 1997.

16. Ce chiffre inclut le nombre de réfugiés et déplacés décédés depuis la guerre.

RÉSUMÉS

La politique de purification ethnique ne fut pas la conséquence, mais bien le but de la guerre en Bosnie. Le nettoyage ethnique provoqua non seulement des déplacements de populations à l'intérieur de la Bosnie, mais aussi des vagues de réfugiés. Ainsi, plus de la moitié de la population de la Bosnie fut déplacée durant la guerre. Aussi, l'un des principaux buts des Accords de Paix de Dayton fut le retour des réfugiés et personnes déplacées dans leur foyer d'origine. Toutefois, en dépit des efforts de la Communauté Internationale pour renverser les effets du nettoyage ethnique, les extrémistes nationalistes au pouvoir n'ont cessé de faire obstruction aux retours. Ainsi, malgré la présence de différents groupes ethniques en Bosnie aujourd'hui, la Bosnie actuelle ne ressemble guère à la Bosnie multiethnique d'avant-guerre.

The policy of ethnic cleansing was not the consequence, but the goal of the war in Bosnia. The ethnic cleansing caused movements of populations inside Bosnia, as well as waves of refugees abroad. More than half of the population of Bosnia was displaced during the war. Accordingly, one of the main goals of the Peace Agreement of Dayton was the return of refugees and displaced persons to their home of origin. However, despite the efforts of the international community to reverse the effects of ethnic cleansing, the nationalist extremists in power have successfully obstructed the return of refugees and displaced persons. Therefore, despite the presence of different ethnic communities in Bosnia today, Bosnia barely resembles the multiethnic Bosnia that existed before the war.

Die Politik der ethnischen Säuberung war zwar nicht die Folge sondern das Ziel des Krieges in Bosnien. Die ethnische Säuberung verursachte nicht nur eine Vertreibung der Bevölkerungen innerhalb Bosniens, sondern auch Flüchtlingewellen. Mehr als die Hälfte der Bevölkerung von Bosnien wurde während des Krieges vertrieben. Eine der Hauptziele des Friedensabkommens von Dayton war der Rückkehr der Flüchtlinge in ihrer Heimat. Trotz der Mühe der internationalen Gemeinschaft auf das Abschaffen der Folgen der ethnischen Säuberung haben sich die regierenden Radikalen immer zum Rückkehr der Flüchtlinge gesperrt. Trotz der Präsenz

verschiedener ethnischen Gruppen ist Bosnien heute ganz anders vom multiethnischen Bosnien vor dem Krieg.

INDEX

Mots-clés : Bosnie-Herzégovine, Dayton, nettoyage ethnique, personnes déplacées, réfugiés, retours minoritaires

Keywords : Bosnia and Herzegovina, displaced persons, ethnic cleansing, minority returns, refugees

Schlüsselwörter : Bosnien Herzegowina, ethnische Säuberung, Flüchtlinge, minoritäre Rückkehre, Vertriebene

AUTEUR

LAURENCE ROBIN-HUNTER

Université de Paris IV-Sorbonne, 191 rue Saint-Jacques, F-75005 Paris, France